

Solidarité // RESF demande de l'aide

Posté le vendredi, 29 juillet 2016



«Je suis un peu désespéré » lance d'emblée Claude Arnaud, président de RESF 47. Alors qu'il y a encore quelques mois, le sort des réfugiés syriens en Europe émouvait la planète entière, aujourd'hui, ils ne font plus la une de l'actualité : « Un événement chasse l'autre, on le sait. Mais, il n'en reste pas moins que la situation n'a pas changé, y compris en Lot-et-Garonne ».

Et RESF doit toujours faire face aux familles de déboutées qui se retrouvent sur le sol français sans logement, ni solution de repli : « Ici, 50% des demandes du statut de réfugié sont refusées. 80% au niveau national... Et des familles qui depuis des mois étaient logées au CADA de Bon-Encontre sont menacées de se retrouver à la rue » explique Claude Arnaud. « Le problème, c'est que ces gens sont sur notre territoire depuis 9 à 18 mois, que leurs enfants ont appris notre langue, ont été scolarisés, et se souviennent à peine de leur pays natal. Comment repartir alors ? Ce sont des gens qui restent... Dans l'illégalité et sans logement ». RESF 47 intervient alors pour éviter qu'ils se retrouvent à la rue et tente de les reloger. Mais c'est une démarche de plus en plus difficile pour l'association : « Du côté des municipalités, peine perdue, car ils ne peuvent pas accueillir des personnes qui n'ont plus le droit d'être là. Notre seule solution, ce sont les particuliers qui auraient un logement vide, plutôt en ville, pour des raisons de praticité, et qui accepteraient de nous le louer... » explique Claude Arnaud. Mais les volontaires se font rares et les demandes de plus en plus pressantes. Cet été, une famille d'Ukrainiens avec deux enfants risque d'ici peu de se retrouver sans toit sur la tête : « J'en appelle donc à la générosité des Lot-et-Garonnais. Je suis sûr que certains n'en ont pas l'idée ou s'ils l'ont, cela leur paraît très compliqué. A RESF, on prend tout en charge et c'est l'association qui signe le bail » ajoute Claude Arnaud.